

La Serbie sous pression permanente de la communauté internationale

Les Etats-Unis accroissent leur mainmise sur la Serbie, avec l'aval du Premier ministre Vucic

Le système occidental resserre son étau sur Belgrade quelques mois. Alors que plus de 72 % de la population se prononcent contre une éventuelle adhésion à l'Otanⁱ, les États-Unis viennent de faire avaler au gouvernement de Belgrade une bien amère pilule. Le 16 janvier 2015, la Serbie a signé avec l'Otan un Plan d'Action Individuel pour le Partenariat (IPAP), soit la dernière étape avant l'adhésion définitive à l'Alliance. Mais l'IPAP contient des clauses qui sonnent comme des rappels bien amers pour qui connaît l'histoire récente de la Serbie. Il stipule l'utilisation « pleine et entière du territoire de la Serbie » pour des manœuvres et prévoit l'installation de bases militaires sur son sol. Rappelons que ces conditions ont été considérées en février 1999 inacceptables par Slobodan Milosevic et ont entraîné la guerre de l'Otan contre la Serbie. Les bombardements intensifs entre février et juin 1999 se sont soldés par plus de 2 700 morts, en majorité civils — et cela, en contradiction avec les règles de

l'Otan, alliance militaire défensive qui intervenait alors hors de sa zone militaire.

On comprend mieux aujourd'hui pourquoi, dès le 8 juin 1999, les troupes de l'Otan intervinrent au Kosovo-Métochie, province méridionale de la Serbie. Depuis cette date, le Kosovo est découpé en cinq zones militaires sous contrôle français, britannique, allemand, italien et américain. Cette présence n'a pas empêché la purification ethnique à l'encontre des Serbes et des Roms : le Kosovo était donc bien un laboratoire à la fois pour le nation-building onusien et pour l'installation de bases militaires américaines. Placées autour de la plus grande base américaine en Europe (le camp Bondsteel), des bases pourront désormais, grâce à l'aval du premier ministre Vučić accordé en juillet 2013ⁱⁱ, se déployer en Serbie même, renforçant un dispositif balkanique déjà pléthorique (quatre bases en Roumanie, deux en Bulgarie et une en Bosnie-Herzégovine).

Mais Aleksandar Vučić n'en est pas à un revirement près. Le premier ministre serbe s'est entretenu le 8 février 2015 avec son homologue américain, le vice-président Joe Biden, sur la livraison de gaz azeri par le consortium américain Nabuccoⁱⁱⁱ en Serbie. L'idée serait d'effectuer un raccordement sur le réseau Nabucco : ainsi, le gaz du Turkménistan et d'Azerbaïdjan, acheminé de Bulgarie à Hongrie, connaîtrait un détour fort lucratif par la Serbie. Les États-Unis feraient ainsi d'une pierre deux coups : ils étendraient leur mainmise économique sur la Serbie et dameraient le pion à la Russie en contrecarrant son projet concurrent de Turkish Stream qui, sans le passage par la Serbie, est irréalisable.

Les Emirats Arabes Unis, bras armé des Etats-Unis en Serbie

Pour imposer leur diktat militaire et politique à la Serbie, les États-Unis utilisent un bras armé d'une redoutable efficacité : les Émirats arabes unis, qui ont ainsi déployé en quelques années leur emprise sur Belgrade par le biais d'investissements massifs de leur fonds souverain « Eagle Hills ». On en veut pour exemple le projet urbanistique pharaonique, dénommé « Beograd na vodi » (Belgrade sur l'eau), qui a pour but de réaménager totalement une zone désaffectée au bord de la Save. Ce projet donne aux Émiratis la propriété pleine et entière de plus de 2 millions de m² au cœur de la capitale serbe, à la confluence de la gare routière et de la gare ferroviaire. Après l'acquisition de la société nationale d'aviation JAT en 2013 (transformée en « Air Serbia » et devenue une simple plate-forme balkanique du réseau mondial « Etihad ») et l'achat de terres céréalières dans le nord du pays, le mariage entre la Serbie et les Émirats semble devenir une union au seul profit de la nation arabe qui utilise la Serbie comme Cheval de Troie dans l'Union européenne.

Encore mieux, les autorités de Belgrade semblent aussi se placer sous l'influence d'officines de consulting proches des Émirats. C'est ainsi qu'Aleksandar Vučić a recruté comme consultant Tony Blair, avec pour mission de permettre une harmonisation des normes de la Serbie avec celles de l'Union européenne. Or ce sont les Émirats arabes unis qui vont payer les frais de consulting... et le cabinet Tony Blair Associates (TBA) entretient des liens étroits avec cette monarchie du Golfe. TBA aidera le gouvernement serbe à mettre en place des réformes d'austérité dans les secteurs dits prioritaires — des mesures fort semblable à celles actuellement imposées à la Grèce.

Par ailleurs, les responsables de l'Union européenne insistent toujours pour que Belgrade se joigne aux sanctions contre Moscou, expliquant à la Serbie que son adhésion serait grandement facilitée si elle acceptait de s'y associer. Pour le

moment, Aleksandar Vučić refuse de sanctionner la Russie, et la population serbe est majoritairement russophile. Prendre des sanctions contre la Russie serait catastrophique pour la Serbie — pour preuve le projet avorté de South Stream, qui aurait placé la Serbie au cœur du réseau gazier des Balkans.

La contre-offensive russe a sonné

Mais la Russie de Poutine n'a pas dit son dernier mot. Le 9 mai 2015, 75 soldats de la « Garde nationale » serbe ont pour la première fois de leur histoire paradé sur la place Rouge aux côtés de l'armée russe à l'occasion de la célébration du soixante-dixième anniversaire de la victoire de l'URSS sur l'Allemagne nazie. Cette participation de l'armée serbe aux cérémonies de la fin de la Seconde Guerre mondiale marque non seulement un tournant par rapport aux choix toujours pro-occidentaux des équipes au pouvoir après la chute de Milošević, mais aussi une orientation pro-russe profonde du président de la Serbie. Tomislav Nikolić avait été le maître d'oeuvre de la grande parade conjointe des armées russe et serbe en octobre 2014, une première pour la Serbie depuis son indépendance de 2006 ; cet événement reprenait la tradition des parades militaires qui par deux fois avaient été organisées à Belgrade par les autorités yougoslaves du temps de l'URSS.

On connaît dans ce registre l'appui diplomatique inconditionnel depuis 1999 de la Russie à la diplomatie serbe, notamment sur la question du Kosovo. En contrepartie, Belgrade a toujours été loyale, ce qui a été démontré ces derniers mois par les prises de position fréquentes du premier ministre Vučić contre les sanctions à la Russie.

L'embargo européen visant la Russie a permis à la Serbie de renforcer ses ventes agricoles à la Russie de façon substantielle en 2014 et en contrepartie à celle-ci de contourner l'embargo. Mais l'UE a engagé, en guise de châtiment, une véritable « bataille du lait ». C'est ainsi que la Serbie est devenue, ces deux

dernières années, une terre de prédilection pour le « land-grabbing », notamment dans la riche région agricole de Voïvodine, au nord du Danube, là où des multinationales de l'agro-business achètent à tour de bras terres et anciens combinats agricoles, transformant petit à petit la Serbie — dont l'agriculture est la grande richesse — en un pourvoyeur de matières premières mais aussi en un débouché pour les surplus de l'agriculture de l'UE. Depuis le printemps 2015, pour pallier les déficits créés par les sanctions contre la Russie, l'UE déverse des tonnes de lait à bas coût en Bosnie-Herzégovine et en Serbie.

Pour le sénateur américain Chris Murphy, l'influence grandissante de la Russie en Serbie est une menace : « La Russie marche sur la Serbie avec une plus grande influence que jamais... Nous avons besoin de ressources pour mettre en oeuvre une stratégie » contre la Russie. Peut-être fait-il allusion aux tous derniers schémas envisagés par les Russes quant à l'approvisionnement énergétique de la Serbie. Alexeï Miller, dans une interview donnée le 9 avril 2015 à un journal belgradois, affirmait que Gazprom n'avait pas enterré le projet South Stream, mais avait seulement dû changer son parcours face aux oukazes de l'UE. Le nouveau tracé, celui de Turkish Stream, passerait par Istanbul et Thessalonique ; venant du sud, il présenterait même un surplus de 160 kilomètres à travers le territoire serbe. En février Milorad Dodik, président de la République serbe de Bosnie avait reçu Miller pour discuter de cette éventualité ; et Alexis Tsipras a réitéré le 21 avril dernier, lors de sa visite à Moscou, sa volonté de voir rapidement l'implantation de ces tubes énergétiques sur le sol grec. La Russie poutinienne reste donc dans la course en Serbie.

ⁱ POLITIKA, Quotidien belgradois de référence, dans une enquête de l'agence « Marketing Plus » publiée le 04/05/2015.

ⁱⁱ Milan MARKOVIC, « Les Américains construisent une base militaire dans le sud de la Serbie », Btb, 12/09/2013.

<http://www.vaseljenska.com/vesti/amerikanci-grade-vojnu-bazu-na-jugu-srbije/>

La base « Jug » (Sud) est une base que les autorités serbes construisent en étroite collaboration avec la garde nationale de l'Ohio. Située dans la zone de protection militaire près de Bujanovac, aux confins du Kosovo, elle devrait servir d'antichambre pour le Partenariat pour la paix. En effet la base « Jug » est prévue pour être un

centre d'entraînement, dans le cadre du Partenariat pour la paix, pour des opérations multinationales sous égide américaine.

Mais certains diront que la base « Jug » fait le pendant au « Centre humanitaire russo-serbe ». Cette base russe située près de la seconde ville de Serbie, à Niš, existe depuis 2012. Prévue pour assister les pays de la région en cas de catastrophes naturelles et situations d'urgence, elle est considérée par les Américains à tout le moins comme un point avancé de la présence russe dans leur sphère d'influence.

Voir Djordje MITIC, « Guerre froide à Niš à cause d'une base russe », Politika, 23/05/2015.

ⁱⁱⁱ Lancé bien avant South stream, le projet américain de gazoduc Nabucco, soutenu par l'UE, devait fournir à l'ouest de l'Europe le gaz de mer Caspienne ; son tracé passait par la Turquie, la Bulgarie, la Roumanie et la Hongrie. Mais devant la concurrence de South stream, et la défection de la Turquie et de l'Azerbaïdjan en 2011, il avait un moment été abandonné. Devant le blocus de l'UE sur le projet South stream, le gazoduc américano-européiste renaît de ses cendres depuis 2014 sous le nom de Nabucco-West, avec quasiment le même tracé.